



Energies renouvelables Jacqueline de Quattro répond aux opposants «Je ne veux pas de Far West éolien, je pense aux générations futures»

VAUD La Suisse mise sur le renouvelable, mais l'opposition aux éoliennes s'étend. Un mois avant une votation test à Sainte-Croix, la conseillère d'Etat dénonce certaines incohérences fédérales et le réflexe consistant à tout mettre sous cloche.

Jean-Claude Pécelet

jean-claude.pecelet@edipresse.ch

Eriger les éoliennes à 1500 mètres minimum des habitations, comme le demande une motion au Grand Conseil vaudois, est-ce possible?

Bien sûr... à condition de n'en construire que deux: une au glacier des Diablerets – je me réjouis déjà de la réaction des écologistes – et l'autre à la frontière du canton de Neuchâtel, pour autant que celui-ci soit d'accord. Voilà ce que montrent nos simulations si nous imposons cette contrainte.

Etes-vous dépitée?

Non, réaliste. Je salue le courage du Conseil fédéral qui a décidé la sortie progressive du nucléaire, mais je constate que, ce faisant, il a passé la patate chaude aux cantons.

C'est-à-dire?

Le nucléaire relevait exclusivement de la Confédération. Tandis que pour les énergies renouvelables, ce sont les cantons qui sont chargés de créer les conditions-cadres. Ils se retrouvent au front, négocient avec les associa-

tions de riverains et les écologistes. Un vrai parcours du combattant.

Ça n'a pas l'air d'avancer très vite...

Une planification harmonisée est indispensable. Certains projets éoliens vaudois ont un impact sur le canton de Neuchâtel, et vice versa. Nous ne pouvons avancer qu'ensemble. Cela étant, certaines incohérences fédérales m'étonnent. Il y a quelques années déjà, Berne nous a envoyé une carte des zones à potentiel éolien. L'an dernier, Skyguide (*la société gérant le trafic aérien, ndlr.*) a soudainement demandé de protéger les approches de Bâle-Mulhouse, Cointrin et Kloten par un couloir large de 70 km au-dessus du Jura. Si nous nous y tenons à la lettre, nous ne construisons plus rien. Plus récemment, MétéoSuisse signalait que certaines éoliennes pourraient gêner leurs antennes. De nouvelles exigences surgissent tous les six mois.

L'obstacle No 1 reste l'opposition locale. La comprenez-vous?

Oui, dans la mesure où le développement mal maîtrisé du siècle dernier a dénaturé de belles régions. Est-ce une raison pour tout mettre sous cloche aujourd'hui?

Les organisations écologistes vous exaspèrent-elles?

Non, elles font leur travail. Je suis membre du WWF et ne veux pas non plus d'un Far West éolien, ni laisser miter le territoire. J'adore la marche, et il arrive régulièrement qu'un pylône me gâche la vue. Je me souviens néanmoins que pour nos ancêtres, l'arrivée de l'électricité était souvent une question de survie, l'assurance

qu'une vallée ne se dépeuplerait pas. Notre génération a profité d'un approvisionnement sûr en énergie et sera peu touchée par la sortie programmée du nucléaire. A son tour d'assumer ses responsabilités pour que nos enfants bénéficient de la même sécurité. Cet intérêt public me paraît aussi digne de soutien que la protection du paysage.

Celle-ci est-elle excessive?

Elle est parfois devenue étouffante. Des régions entières, comme la vallée de Joux, sont pratiquement intouchables, alors que trois communes et une majorité de la population souhaitent y réaliser un projet éolien. Je cite ce cas, car il s'agit d'un des rares exemples où, après de longues négociations sur un échange de parcelles protégées, une organisation écologique (*le WWF, ndlr.*) a levé son opposition au nom de l'intérêt général. Je m'en réjouis.

Que pouvez-vous faire quand les oppositions se multiplient, comme les 1700 au projet de Sainte-Croix?

Sur ces 1700 oppositions, seulement 540 viennent des habitants de Sainte-Croix. Cela étant, nous devons laisser les habitants de la commune donner librement leur avis lors de la votation du 5 février.

En sacrifiant la nature au besoin?

Nous écoutons tout le monde, prenons le maximum de précautions. On nous a reproché de vouloir «exterminer» les grands tétras. Des dizaines de milliers de francs ont été dépensés dans une étude pour arriver à la conclusion que ce n'était pas le cas. Idem pour les chauves-souris, prétendument victimes d'hémorragies céré-



brales. Je pourrais vous parler aussi des crapauds à ventre jaune, ou du paysan qui craignait l'ombre des pâles sur son champ de betteraves... J'entends toutes ces préoccupations, mais il n'en reste pas moins que le canton de Vaud devra remplacer 30% de son énergie électrique, d'origine nucléaire, d'ici à 2050.

Pourquoi ne pas avoir planifié plus tôt ce développement éolien ?

Nous avons été plus loin que la Confédération en définissant des zones d'exclusion, et des zones d'investigation où le potentiel est intéressant – nous le chiffrons entre 500 et 1000 mégawatts. Etablir un cadastre précis aurait pris des années, mobilisé des dizaines de fonctionnaires pour mesurer le vent, vérifier l'accès aux routes et au réseau électrique, sans garantie que les producteurs d'électricité s'y intéressent.

Faites-vous une fixation sur l'éolien ?

Non. Le canton de Vaud a subventionné à hauteur de 16 millions de francs l'assainissement énergétique des bâtiments; il a récemment décidé de consacrer 100 millions de francs à l'ensemble des énergies renouvelables et aux mesures d'efficacité énergétique. Nous donnerons des impulsions fortes dans le photovoltaïque, mais c'est un fait que le courant solaire reste cher et que plus de 90% des panneaux viennent de Chine. Quant aux mesures d'économie, je vous montre volontiers les réactions indignées que nous avons reçues parce que nous avons osé proposer une obligation pour les propriétaires de remplacer – d'ici à quinze ans, quand ils seront largement amortis – les chauffages électriques qui absorbent à eux seuls 10% de toute l'énergie consommée dans le canton.

En viendra-t-on à exproprier pour cause d'intérêt public ?

Cela ne correspond pas à notre culture politique. Mais il faut être clair: on ne peut pas à la fois sortir du nucléaire et refuser les éoliennes ou d'autres alternatives alors que la consommation continue à croître. J'aimerais donc recevoir quelques propositions constructives plutôt que des critiques. C'est ainsi qu'on trouvera un consensus. ●

Le Conseil fédéral a décidé avec courage de sortir du nucléaire, mais ce faisant, il a passé la patate chaude aux cantons»

JACQUELINE DE QUATTRO

Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement du canton de Vaud

LES CANTONS AURONT UN GRAND RÔLE A JOUER

STRATÉGIE Les Neuchâtelois voteront en 2012 sur l'initiative «Avenir des crêtes, au peuple de décider»; quatre communes du Jura ont interdit ou suspendu les projets éoliens, qui suscitent aussi des oppositions dans le Gros-de-Vaud ou le canton de Fribourg. L'heure est décidément à la méfiance face aux éoliennes. La tâche qui les attend n'effraie pas les cantons. «Le Conseil fédéral ne peut réaliser son changement de stratégie énergétique sans nous. Le message a été reçu, nous sommes impliqués, même s'il n'est pas toujours facile de gérer la participation aux 18 groupes de travail fédéraux», dit le conseiller d'Etat fribourgeois Beat Vonlanthen, président de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie. «Comme autorité de proximité, nous sommes les mieux placés pour garder

le contact avec les promoteurs de projets, les communes et ceux que l'on a oubliés jusqu'ici – les riverains», ajoute le conseiller d'Etat jurassien Philippe Receveur, qui souhaite comme Jacqueline de Quattro une meilleure coordination des offices fédéraux. Il dédramatise la levée de boucliers actuelle, constatant que «le débat énergétique s'inscrit dans un contexte d'approvisionnement très favorable, où l'on entend surtout la voix des opposants».

Avis partagé par son homologue neuchâtelois Claude Nicati. «Fukushima est déjà oublié, tout fonctionne dans le meilleur des mondes. Les défis apparaîtront à la fin de la décennie quand la centrale nucléaire de Mühleberg sera fermée.» Neuchâtel a établi son plan directeur éolien et le soumettra à la population comme con-

tre-projet à l'initiative Avenir des Crêtes. Claude Nicati défend une approche progressive: «Commençons par deux sites, et favorisons le solaire, qui est mieux accepté.»

Tous les cantons ne partagent pas la même vision, reconnaît Beat Vonlanthen, qui n'en est pas moins «fier» d'avoir obtenu l'approbation unanime de la conférence qu'il préside pour préparer un document stratégique qui sera adopté en mai 2012.

Tous les conseillers d'Etat le soulignent: un élément crucial pour réussir la sortie du nucléaire est le renforcement du réseau, géré par Swissgrid. «On a construit 100 km de lignes ces dix dernières années. Il en faudra 1000 au cours de la prochaine décennie, ce qui coûtera six milliards de francs, sans quoi la sécurité d'approvisionnement posera problème.» ●